

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/IG/W/40**

18 septembre 2001

(01-4414)

**Comité des pratiques antidumping  
Groupe informel de l'anticonournement**

Original: espagnol

## **THÈME 2 - QUE FONT LES MEMBRES QUI SONT CONFRONTÉS À CE QU'ILS CONSIDÈRENT ÊTRE UN CONTOURNEMENT?**

### Réponses du Mexique aux questions posées par HONG KONG, CHINE<sup>1</sup> au sujet de la communication du MEXIQUE<sup>2</sup>

La Mission permanente du Mexique a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 septembre 2001.

Lors de la réunion du Groupe informel de l'anticonournement du 25 avril 2001, Hong Kong, Chine a posé diverses questions au sujet de la communication du Mexique (G/ADP/IG/W/31) du 21 mars, concernant l'expérience acquise par les autorités mexicaines à l'occasion d'une enquête anticonournement, le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SMHTF) en l'espèce. Les questions de Hong Kong, Chine ont été distribuées dans le document G/ADP/IG/W/37. On trouvera ci-après les réponses du Mexique à ces questions, qui ont présentées à titre d'information uniquement et ne mettent en cause ni les pratiques, ni la législation, ni la position du Mexique en matière de mesures anticonournement.

#### **Question n° 1**

**Comment l'enquête sur le contournement a-t-elle été ouverte? A-t-elle été ouverte à la suite d'une plainte pour contournement ou à l'initiative des autorités mexicaines? Des éléments de preuve indiquant que le SMHTF enrichi était importé à des prix de dumping ont-ils été communiqués au cours de l'enquête?**

L'enquête anticonournement a été ouverte d'office sur la base de renseignements tirés de la liste des demandes d'importation du Système d'information commerciale du Mexique (SIC-MEX) émanant des agents des douanes du Ministère des finances et du crédit public, ainsi que d'autres éléments d'information contenus dans le dossier administratif de l'enquête antidumping sur le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SMHTF). À partir de ces éléments d'information, il a été procédé à l'analyse de l'évolution des importations effectuées après l'imposition des droits antidumping provisoires sur le SMHTF-42 et le SMHTF-55.

#### **Question n° 2**

**Lorsque les autorités mexicaines ont examiné la question du dommage lors de l'enquête initiale, ont-elles pu établir que les producteurs de SMHTF-42, de SMHTF-55 et/ou de SMHTF enrichi avaient subi un dommage? Dans le cas où elles ne se seraient intéressées qu'au**

---

<sup>1</sup> G/ADP/IG/W/37.

<sup>2</sup> G/ADP/IG/W/31.

**dommage subi par les producteurs de SMHTF-42 et de SMHTF-55, comment justifient-elles le fait d'avoir appliqué des droits antidumping au SMHTF enrichi, alors qu'elles n'avaient pas déterminé l'existence d'un dommage concernant ce produit, condition requise pour imposer des droits antidumping en vertu de l'Accord antidumping?**

L'enquête initiale a permis d'établir l'existence d'une menace de dommages pour la branche de production nationale du sucre qui fabrique le produit similaire, due à des importations de SMHTF faisant l'objet de pratiques discriminatoires en matière de prix en provenance des États-Unis.

Selon la législation mexicaine, on entend par contournement l'introduction sur le territoire national de pièces ou composants destinés à des opérations de transformation, sur le territoire national, de marchandises soumises à des droits provisoires ou définitifs, de façon à éviter le paiement des droits en question. On entend également par contournement "introduction sur le territoire national d'un produit fini composé de pièces ou composants dont le montage a été effectué dans un pays tiers ou l'exportation de marchandises présentant des différences physiques relativement minimales par rapport à celles qui sont soumises à des droits antidumping provisoires ou définitifs dans le but d'échapper au paiement de ces droits.

Comme il est expliqué dans le document précédemment présenté par le Mexique, les autorités chargées de l'enquête ont considéré qu'il existait des éléments suffisants pour établir que les importations de SMHTF enrichi en provenance des États-Unis avaient échappé au paiement des droits antidumping provisoires et définitifs fixés pour le SMHTF-55, puisqu'il s'agissait de composants destinés à des opérations de montage sur le territoire national.

### **Question n° 3**

**Le SMHTF-55 et le SMHTF enrichi étaient-ils destinés à des marchés différents? Étaient-ils produits par des producteurs nationaux différents? Le SMHTF enrichi existait-il au moment de l'enquête initiale? Pourquoi ne figurait-il pas dans la demande d'enquête antidumping et l'ordonnance initiales? Le fait que le SMHTF enrichi était exclu de l'enquête antidumping était-il simplement dû à une omission ou s'agissait-il d'une décision mûrement réfléchie de la branche de production demanderesse ou des autorités mexicaines?**

Le SMHTF-55 et le SMHTF enrichi appartiennent au même marché, mais interviennent à des étapes différentes du processus de production. Le SMHTF enrichi est le principal produit entrant dans la composition du SMHTF-55, que la fabrication se fasse en flux continu intégré ou par mélange avec le SMHTF-42. L'état dans lequel est obtenu le SMHTF enrichi fait que son usage industriel est limité à des applications très particulières, lorsqu'il est dilué par mélange avec du SMHTF-42, en revanche, il donne du SMHTF-55 qui, de par sa similarité avec le sucre, possède une grande variété d'utilisations et d'applications.

Au Mexique, l'un des deux producteurs nationaux de SMHTF fabriquait du SMHTF-55 et du SMHTF enrichi. Le SMHTF enrichi de ce producteur n'était pas en concurrence sur le marché, et était utilisé uniquement comme intrant.

L'autre producteur de SMHTF ne produisait pas de SMHTF enrichi, mais en importait pour le mélanger à du SMHTF-42 et obtenir ainsi du SMHTF-55. Il utilisait uniquement le SMHTF enrichi importé en tant que produit entrant dans la composition du SMHTF-55.

Pendant la période couverte par l'enquête initiale en matière antidumping, les importations de SMHTF enrichi ont été minimales et n'ont été destinées qu'à des essais de mélanges, ce qui s'explique étant donné les importations de SMHTF-55 en tant que produit fini. C'est pourquoi, la branche de production qui avait demandé l'ouverture de l'enquête ne connaissait pas l'existence du SMHTF

enrichi en tant que produit fini, ni l'usage qui pouvait en être fait en tant que produit entrant dans la composition du SMHTF-55. Le processus de mélange pour obtenir du SMHTF-55 n'était pas utilisé par les producteurs et exportateurs des États-Unis, mais son usage s'est développé au Mexique à partir de l'ouverture de l'enquête antidumping sur les importations de SMHTF-55.

L'existence du SMHTF enrichi et son utilisation pour la composition du SMHTF-55 ne constituaient pas des renseignements raisonnablement disponibles pour la branche de production qui avait demandé l'ouverture de l'enquête antidumping; il n'y a donc pas eu omission ni exclusion délibérée de la part de cette dernière ou des autorités mexicaines.

#### **Question n° 4**

**Nous avons noté que les autorités mexicaines avaient conclu que tous les SMHTF "appartenaient à la même famille de produits". Si tel est le cas, pourquoi n'a-t-on pas assimilé tous les SMHTF à un seul "produit similaire" dans l'enquête antidumping initiale?**

Comme on l'a expliqué dans la réponse à la question n° 3, les renseignements disponibles que possédaient la branche de production demanderesse et les autorités chargées de l'enquête au moment de l'ouverture de l'enquête ne révélaient pas l'existence de SMHTF enrichi en tant que produit fini dans la branche de production des États-Unis, ni son utilisation ultérieure par mélange dans la composition du SMHTF-55.

#### **Question n° 5**

**Il a été fait état d'un accroissement significatif des importations de SMHTF enrichi après que des droits provisoires eurent été appliqués au SMHTF-55. Comment les autorités mexicaines sont-elles parvenues à la conclusion que les importations de SMHTF enrichi contournaient l'ordonnance antidumping concernant le SMHTF-55? Ont-elles envisagé la possibilité que des facteurs autres que l'existence d'une ordonnance en matière de droits antidumping aient contribué à l'accroissement des importations de SMHTF enrichi, ou ont-elles enquêté à ce sujet?**

Pour arriver à la conclusion que l'accroissement des importations de SMHTF d'un degré de concentration supérieur à 55 était dû à l'évitement du paiement du droit compensateur imposé pour les importations de SMHTF-55, les autorités chargées de l'enquête ont procédé à l'enquête anticontournement et ont pris en compte dans leur analyse la description du produit (régime tarifaire, caractéristiques physiques et chimiques), le processus de production, et d'autres facteurs additionnels.

#### **Question n° 6**

**Les autorités mexicaines ont-elles examiné l'incidence des importations de SMHTF enrichi sur les producteurs de SMHTF enrichi en particulier?**

Non. La procédure anticontournement n'avait pas pour objet d'examiner l'incidence de ces importations sur les producteurs de SMHTF, mais de démontrer que les importations de SMHTF enrichi visaient à éviter le paiement des droits antidumping fixés pour le SMHTF-55 et que, partant, cette pratique diminuait l'efficacité de cette mesure en tant que moyen de prévenir la menace de dommage pour la branche de production nationale de sucre.

#### **Question n° 7**

**Les autorités mexicaines ont indiqué que pour déterminer si le mélange effectué au Mexique pour obtenir du SMHTF-55 représentait une part insignifiante de l'ensemble du**

**processus de production, elles avaient retenu comme critères les investissements en machines et équipement et les frais de recherche-développement engagés pour les opérations de mélange. À partir de quel niveau aurait-on pu considérer que l'investissement et les frais de recherche-développement étaient suffisants pour établir que les opérations de mélange n'étaient pas insignifiantes? Les autorités mexicaines ont-elles utilisé d'autres critères?**

Pour effectuer l'analyse quantitative de l'importance du processus utilisé au Mexique pour obtenir du SMHTF-55, les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux entreprises des renseignements détaillés sur les coûts, les installations de production et les investissements nécessaires pour fabriquer du SMHTF-55. Il est à noter qu'au cours de la procédure anticontournement trois entreprises ont décidé de ne pas fournir les renseignements demandés par les autorités; l'analyse a donc été effectuée sur la base des renseignements versés au dossier.

Aucun autre critère que celui qui avait été indiqué n'a été utilisé. Établir qu'une partie d'un processus de production est insignifiante par rapport à l'ensemble du processus nécessaire pour obtenir un produit relève de la casuistique et ne permet pas de fixer *a priori* un critère d'acceptation ou de rejet, puisque l'évaluation dépend de facteurs liés à la nature du produit, du processus et de la branche de production particulière en cause.

#### **Question n° 8**

**Le Mexique fait observer qu'il a ménagé aux parties intéressées, tout au long de la procédure d'enquête anticontournement, toutes possibilités de se défendre. À cet égard, nous saurions gré au Mexique de nous faire part du type d'arguments et d'éléments de preuve qui ont été avancés par les parties. Dans quelle mesure les autorités mexicaines ont-elles examiné les renseignements qui étaient censés démontrer que l'accroissement des importations de SMHTF enrichi et la mise en place d'opérations de mélange au Mexique - qui étaient présumés avoir pour objet de contourner la mesure antidumping - étaient légitimes et/ou constituaient des activités commerciales normales?**

La Chambre nationale des producteurs de sucre et d'alcool, association qui a comparu au nom de toute la branche de production nationale, a présenté des documents concernant son existence juridique, ses représentants, la composition du SMHTF, les inventaires des stocks destinés à la production de SMHTF-55, des données sur les importations, et a également répondu aux demandes additionnelles formulées par les autorités chargées de l'enquête.

L'importateur *Almidones Mexicanos S.A. de C.V. (Almex)*, a présenté des documents attestant de son existence juridique en tant que personne morale. Il a également présenté sa réponse aux demandes des autorités, fournissant des documents relatifs à la gestion, à la structure et aux ventes d'*Almex*, ainsi qu'au processus de production du SMHTF.

L'exportateur *A.E. Stanley Manufacturing Company* a présenté des documents attestant de son existence juridique en tant que personne morale. Il a fourni en outre des données sur les propriétés physiques et chimiques du SMHTF-55. Il est à noter qu'il a répondu de manière inappropriée à la deuxième demande des autorités.

L'exportateur *Archer Daniels Midland Company* a présenté des documents attestant de son existence juridique en tant que personne morale, et décidé de ne pas fournir de renseignements.

La Société *Arancia CPC S.A. de C.V.* a présenté des documents attestant de son existence juridique en tant que personne morale et a répondu à la demande de renseignements des autorités chargées de l'enquête. Elle a présenté des informations sur son fonctionnement, sur le processus de

production du SMHTF, les intrants, les propriétés physiques et chimiques du produit, les importations, le montant des investissements et la capacité installée.

Les autorités chargées de l'enquête ont estimé que s'il est vrai que l'Accord antidumping ne contient pas de dispositions spécifiques sur le contournement de mesures antidumping, cela ne signifie pas qu'un pays importateur ne peut pas prendre de mesures à l'encontre des importations qui compromettent l'efficacité des droits antidumping imposés en application dudit accord.

Au reste, le Mexique réitère que l'absence de texte concret sur le contournement est due au fait que les négociateurs du Cycle d'Uruguay n'ont pas pu arriver à un consensus sur les critères et les disciplines qui régiraient son fonctionnement, comme il est dit dans la Décision ministérielle contenue dans l'Acte final reprenant les résultats du Cycle d'Uruguay.

### **Question n° 9**

**Le Mexique considère qu'"en l'absence de réglementation régissant les enquêtes anticontournement dans le cadre de l'OMC, les autorités mexicaines mènent ces enquêtes conformément à la législation nationale, laquelle prévoit d'une manière générale un moyen de remédier à cette pratique". Nous saurions gré au Mexique de bien vouloir nous éclairer sur la question de savoir s'il a envisagé d'ouvrir une nouvelle enquête antidumping sur le SMHTF enrichi au lieu d'ouvrir une enquête anticontournement. Dans l'affirmative, quelles ont été les raisons qui ont motivé le refus de ce "moyen" de remédier au problème?**

Le Mexique a considéré qu'une enquête anticontournement n'avait pas pour but de déterminer si les ventes de marchandises font l'objet de pratiques discriminatoires en matière de prix, ni si elles causent ou menacent de causer un dommage. Comme on l'a déjà dit, le contournement a pour objet, entre autres, d'introduire sur le territoire national des pièces ou composants destinés à des opérations de transformation sur le territoire national de marchandises soumises à des droits provisoires ou définitifs, de façon à éviter le paiement de ces droits.

Dans l'affaire considérée, le Mexique possédait des preuves suffisantes démontrant que, sur la base de l'analyse de l'évolution des importations, l'accroissement des importations de SMHTF-55 était dû à l'évitement du paiement du droit antidumping provisoire imposé sur les importations de SMHTF-55, c'est pourquoi le Mexique a considéré que ce type d'enquête était indiqué pour "remédier" à ces actions.

### **Conclusion**

Le Mexique réitère la légalité, l'authenticité et la sécurité juridiques des enquêtes auxquelles il procède. Il espère par ailleurs que les réponses qu'il a apportées aux questions de Hong Kong, Chine, seront un moyen de contribuer aux travaux du Groupe informel de l'anticontournement.

---